



HERCULE POURRAIT DÉMANTELER LE GROUPE EDF

Comment répondre à la concurrence ? À la dette de 33 milliards d'euros ? À la volonté de réduire la masse salariale ? À celle de détruire le statut des IEG ? Au captage de la rente par les banques d'affaires ?

EN DÉCOUPANT EDF EN 2 ENTITÉS DISTINCTES :

- La filiale bleue où la maison mère EDF pourrait être détenue à 100% par l'Etat au lieu de 83%, avec ses 19 centrales existantes, les nouvelles, Framatome, l'hydraulique et RTE, le thermique à flamme.
- La filiale verte et son capital ouvert au privé avec ses activités régulées, avec la branche commerce, les ENR, ENEDIS, DALKIA, ES, SEI.

LES CONSÉQUENCES SUR UNE RÉORGANISATION FINANCIÈRE

Ce serait au sens large :

- La fin du programme du Conseil National de la Résistance où l'énergie représente un bien d'utilité publique
- La fin d'un modèle sociétal et social pour ses salariés.

QUEL EST LE PROJET INDUSTRIEL ?

- La coordination des différents contributeurs autant techniques qu'historiques serait éclatée.
- L'objectif du projet est purement financier et s'inscrit un peu plus dans le libéralisme prôné par Bruxelles.
- En rien il améliore l'ambition du développement technologique des activités.
- Aujourd'hui, ENEDIS assure sa politique d'investissement. En lui rebasculant de la dette et des investisseurs privés aux intérêts privés :
 - Comment le distributeur pourra assurer sa mission de Service public en toute cohérence ?
 - Comment pourra t-il résister aux pressions externes de le voir à son tour éclaté en régions ? et de facto assurer l'équité de traitement des populations ?



■ La production nucléaire serait maintenue à la seule volonté du politique qui peut potentiellement changer tous les 5 ans. Celui-ci pourrait fermer sans compensations financières toutes les tranches nucléaires. Le secteur a besoin d'une vision à long terme !

■ Les innovations dans les ENR et leur stockage seraient du ressort du domaine privé et d'un marché volatile. Quelle est la logique face au nouveau modèle de transition énergétique ?

QUELLE EST L'AMBITION SOCIALE ?

■ Mobiliser l'adhésion des salariés, au bout de 70 ans d'histoire, en les divisant dans leurs activités est **incohérent** avec la volonté de responsabilité sociale.

■ En parallèle s'amoncèlent **des dossiers lourds socialement** comme la retraite, la classification/rémunération, la mobilité ...

■ Autant de sujets **destructeurs de droits potentiels** ...

■ Comment le groupe va gérer le bouleversement, voire le traumatisme généré sur les salariés ?

- Dans 6 mois et la mise en place des CSE, **les risques psychosociaux ne pourront plus être détectés par nos CHSCT.**

■ Nous alertons d'ores et déjà sur la **perte de repère des salariés et ses conséquences désastreuses sur leur santé !**

QUEL EST L'INTÉRÊT GÉNÉRAL ?

■ Depuis l'ouverture à la concurrence **les prix de l'énergie ne font qu'augmenter.**

■ Les risques complémentaires sont :

- La **perte de repère du client** sur le rapport au service du réseau.

- La **non réponse au défi climatique** et aux exigences d'une atmosphère bas carbone.

ENSEMBLE NOUS ÉTIONS PLUS FORT :

■ Pour faire face à la concurrence.

■ Pour assurer une politique sociale correcte.

■ Pour être une vitrine technologique internationale toujours à la pointe de l'innovation.

■ Pour garantir l'accès à l'énergie à tous les citoyens de ce pays à un prix identique et moins élevé que nos voisins européens.

